

SOMMAIRE

- P2 Augmentation importante des cas de fraude d'assurance
- P3 l'IA, moteur de croissance pour le secteur financier
- P4 L'Etat et le recours aux cabinets de conseil
- P5 La DSP3 : Focus sur la lutte contre la fraude

Fraude & Assurance



Augmentation importante des cas de fraudes aux assurances

La détection des fraudes par les entreprises du secteur de la santé sont mis à rude épreuve en 2023. En effet, l'Alfa (Association de lutte contre la fraude à l'assurance), note une recrudescence des tentatives dans un contexte global difficile.



Actualités

L'année 2023 a connu une augmentation significative des cas de fraude à l'assurance. En effet, selon les chiffres publiés par Alfa, ce sont 695M d'euros de fraude qui ont été identifiée par les entreprises adhérentes à l'Alfa, soit une augmentation de 18,4% par rapport à l'année 2022 (587M d'euros). Ce sont majoritairement des fraudes documentaires, réalisées par des faussaires, qui circulent chez les patients mais également chez les professionnels de santé.

Evolutions

Les cas de fraudes sont effectivement multiples dans leur typologie, allant de la surfacturation de prestations de soins à des faux arrêts de travail en passant par des facturations d'actes fictifs. Les fraudes IARD sont également dans une tendance haussière. Le secteur automobile est ainsi fortement touché, avec par exemple l'utilisation de fausses immatriculations ou déclarations de sinistres. Les entreprises doivent alors renforcer leur processus pour maîtriser ces risques.

Enjeux de demain

Face à cette augmentation, les assureurs ont investi dans des outils technologiques basés sur l'intelligence artificielle pour détecter des comportements suspects. Le contrôle permanent et la détection des opérations suspectes doivent également être optimisés par les acteurs de l'assurance, avec une vigilance des collaborateurs et des auditeurs et une optimisation des processus afin de repérer toute tentative de fraude en amont du remboursement.

Finance & IA



Moteur de Croissance pour le Secteur Financier

L'accélération des "Proof of Concept" démontre que l'intelligence artificielle (IA) devient un levier clé pour les banques et le secteur financier. Elle redéfinit les modèles économiques et ouvre de nouvelles perspectives d'investissement.

Le passage à l'échelle reste le défi ultime pour que l'IA devienne définitivement un avantage stratégique pour faciliter la prise de décision et les investissements.



Actualités

La trajectoire exponentielle du marché de l'IA ne devrait pas s'arrêter. Le 17 septembre 2024, BlackRock a lancé le Global AI Investment Partnership, un fonds de 100 milliards en partenariat avec Microsoft, Nvidia et Mgx, pour développer des infrastructures d'IA. Trois jours plus tard, lors de l'événement AI for Finance, le Crédit Agricole a présenté CA Generative Search, une plateforme d'IA pour optimiser le traitement des données et renforcer la sécurité des informations clients.

Evolutions

L'intégration de l'IA renforce la compétitivité dans le secteur financier. Les banques et fonds d'investissement qui l'adoptent innovent, anticipent les tendances et proposent des services personnalisés. À l'inverse, les institutions en retard risquent de perdre du terrain face à des concurrents plus agiles. Cette transformation est cruciale pour rester compétitif dans un environnement en constante évolution.

Enjeux de demain

Les enjeux futurs de l'IA en finance seront cruciaux. La qualité des données, le respect des réglementations, et la transparence des algorithmes seront essentiels pour maintenir la confiance. L'atteinte de la phase de production et le déblocage des capacités d'industrialisation sont essentiels. Les institutions devront former leurs équipes et intégrer l'IA de manière responsable en tenant compte de ses impacts environnementaux et sociaux, afin d'en faire un moteur d'innovation et de croissance durable.

Conseil & secteur public



L'Etat et le recours aux cabinets de conseil

Récemment mises en lumière par le biais de l'affaire McKinsey, les missions de conseil pour les services publics subissent les critiques de la presse et des autorités de contrôle de l'action publique.

Petite analyse, entre mythe et réalité...

Actualités

De la même manière que des entreprises privées peuvent y recourir, le conseil offre au service public un regard extérieur sur son organisation et ses contraintes techniques. Mais que ce soit pour une mission stratégique ou de conduite du changement, les cabinets de conseil répondent avant tout aux besoins de ces acteurs, formalisées via les exigences des marchés publics.

Evolutions

Cependant, la régulation des marchés publics n'est pas sans défauts. Dans son rapport de Juillet 2023 intitulé « le recours de l'Etat aux prestations intellectuelles de cabinets de conseil », la Cour des Comptes pointait déjà le flou de la doctrine d'emploi pour ce type de marché, ou le manque de définitions permettant ensuite d'évaluer et de contrôler la bonne réalisation des missions.

Enjeux de demain

Forts de notre expérience dans le secteur public, nous analysons les besoins exprimés ou latents, et proposons des solutions adaptées aux enjeux de demain.

Face aux risques du secteur, notre cabinet se positionne comme un acteur engagé auprès de ses clients, afin de leur apporter une vraie valeur ajoutée.



Banque & Paiements



La DSP3 : focus sur la lutte contre la fraude

La DSP3, nouvelle directive européenne sur les services de paiement, vient remplacer sa précédente version, la DSP2. Elle propose des mesures phares en termes de lutte contre la fraude et de protection des droits des consommateurs, et reste l'objet d'améliorations futures afin d'accompagner la croissance rapide des paiements électroniques.



Actualités

Dans un contexte de marché soutenu des virements électroniques, qui représentent 92% du marché français de la monnaie scripturale en 2022 d'après Statista, il était crucial de moderniser la DSP2 afin de répondre aux fraudes de plus en plus sophistiquées dans le secteur. Proposée par la Commission Européenne en juin 2023, la DSP3 est actuellement en cours de négociation au Parlement européen, et devrait être adoptée d'ici la fin de l'année pour une entrée en vigueur d'ici 2026.

Evolutions

Parmi les mesures phares proposées par la DSP3 figure celle de l'obligation de partage entre les banques, fintechs et autres PSP (« Payment Service Providers ») des informations relatives aux escrocs, comme l'IBAN. De même, pour tout virement de fonds, les acteurs financiers devront vérifier systématiquement la correspondance entre l'IBAN et le nom du bénéficiaire. En jeu également la clarification de la responsabilité de chacun en cas de fraude et l'extension du champ d'application de la double authentification.

Enjeux de demain

Les régulateurs nationaux devront par la suite apporter plus de précisions concernant les informations relatives aux escrocs qui sont à partager. Une évolution future de la directive devrait également intégrer d'autres parties de la chaîne de valeur (opérateurs de télécommunications, sites de e-commerce) afin de renforcer la sécurité de l'ensemble de l'écosystème. La finalité est de réglementer et harmoniser les services de paiement pour créer un marché européen unique et sécurisé.



OLEASTER

Contacts



Cédric BENOITEAU

Associé

cedric.benoiteau@oleasterconsulting.com



Aymeric DE GORDON

Associé

aymeric.de-gordon@oleasterconsulting.com

A propos d'Oleaster

OLEASTER, cabinet de conseil indépendant dédié à la transformation, aide les organisations à s'adapter aux mutations économiques, numériques et sociétales.

Nos équipes réparties en 3 bureaux (Paris, Nantes et Bordeaux) rassemblent des passionnés de la transformation autour d'une même vision du conseil marquée par :

- Une approche collaborative et définitivement centrée-client ;
- La volonté de trouver le meilleur équilibre entre innovation et pragmatisme ;
- L'assurance de donner du sens aux réponses apportées ;
- Beaucoup d'humilité, d'écoute et d'énergie.

OLEASTER vous accompagne sur l'ensemble du cycle de vie de la transformation, mais aussi à travers des expertises spécifiques : création de valeur, Data, conformité et protection des données, RSE.